



LES FAITS SAILLANTS DE LA FNUF11: JEUDI 14 MAI 2015

La FNUF11 s'est réunie, jeudi 14 mai, pour son avant-dernière journée de négociations. Le SHN s'est réuni pour sa dernière journée de discussions. Dans la matinée, deux tables rondes ont eu lieu – sur l'intégration des forêts dans le programme de développement pour l'après-2015 et sur les engagements renouvelés à l'AIFF pour l'après 2015. L'après-midi, un dialogue de haut niveau s'est déroulé avec les chefs et hauts représentants des organisations régionales et celles membres du PCF et les Grands groupes. La Déclaration ministérielle, "Les forêts que nous voulons: l'après-2015", a également été adoptée.

Le GT2 a repris ses discussions sur le projet de résolution, parallèlement au SHN. Une nouvelle proposition des co-présidents, compilée à la suite des négociations de mercredi, a constitué la plate-forme des négociations menées tout au long de la journée.

LE SEGMENT DE HAUT NIVEAU

LA TABLE RONDE SUR L'INTÉGRATION DES FORÊTS DANS LE PROGRAMME DE DÉVELOPPEMENT POUR L'APRÈS-2015:

Le président du FNUF, Noël Messone, a ouvert les discussions organisées en table ronde. Le co-président de la Table ronde, Christian Schmidt, ministre allemand de l'Alimentation et de l'Agriculture, a appelé les délégués à présenter leurs vues sur la façon dont le FNUF pourrait se mettre en phase avec le programme de développement durable pour l'après-2015.

L'AFRIQUE DU SUD a appelé à reconnaître que le changement climatique menacé de réduire les acquis en matière de développement durable. Le délégué des PAYS-BAS a appelé à se concentrer sur le lien entre les forêts et le climat dans la GDF. La MALAISIE a déclaré que le financement de la GDF est la clé de la sauvegarde des multiples avantages des forêts. L'IRAN a souligné l'importance de la diversification des moyens de subsistance liés à la forêt. La LITUANIE a indiqué que la déclaration et la résolution devraient souligner le rôle du FNUF dans la promotion des forêts dans le programme de développement pour l'après-2015. Le SENEGAL a souligné l'importance d'une session extraordinaire du FNUF, en 2016, consacrée à l'examen des voies et moyens d'atteindre cet objectif.

La GUINÉE a déclaré que les menaces de l'urbanisation sur les forêts dans les pays en développement doivent être traitées. L'INDONESIE a souligné l'importance du financement de la GDF, déclarant: "Nous attendons beaucoup des forêts, mais nous ne donnons pas assez en retour". La CHINE a exprimé l'espoir de voir des indicateurs d'ordre économique et social, être inclus pour faciliter le suivi des ODD liés à la forêt.

Le CAMEROUN et la ZAMBIE ont exhorté le FNUF à fournir, pour la conservation et la gestion des forêts, des solutions claires, pratiques et efficaces du point de vue coût. Le GHANA a déclaré que les forêts doivent être davantage intégrées dans les plans de développement nationaux. Le GABON a déclaré que l'importance des forêts ne saurait être trop soulignée dans le message destiné au FPHN. Le VENEZUELA a appelé à

une nouvelle éthique dans la relation entre la terre et les besoins humains, une démarche qui porte notamment au traitement de la question des modes de consommation.

La FRANCE a encouragé l'AIFF à mieux exploiter l'expertise forestière au sein des organismes membres du PCF. L'ARGENTINE a déclaré que la mise à disposition du FNUF des "fonds supplémentaires et prévisibles", doit être une priorité.

Le FIDJI a exhorté le FNUF à renforcer le Secrétariat suffisamment pour "faire réellement bouger les choses" en faveur de la GDF dans le programme de développement pour l'après-2015. Le CONGO a exhorté le FNUF à rationaliser les doubles emplois dans les programmes forestiers, qui sont dus à la fragmentation de la politique.

Le délégué des ETATS-UNIS a parlé de la "lutte" menée pour l'intégration des forêts et de l'IJNC dans la prise de décision économique dominante. La MAURITANIE a appelé au placement d'un accent sur l'importance de l'augmentation des couverts forestiers dans le programme de développement pour l'après-2015. Le co-président Schmidt a signalé que la multifonctionnalité des forêts est bien mise en exergue dans les ODD. Il a appelé à une focalisation sur l'intégration et la coopération avec les diverses instances et institutions pertinentes aux niveaux mondial et local.

LA TABLE RONDE SUR LES ENGAGEMENTS

RENOUVELÉS A L'AIFF POUR L'APRÈS-2015: Cette table ronde a été co-présidée par le président de la FNUF11, Messone, et Ivan Valentik, sous-ministre des Ressources naturelles et de l'Environnement et chef de l'Agence fédérale de la foresterie, Fédération de Russie.

La ZAMBIE a appelé au renforcement de la coopération scientifique et technique. La SUISSE a appelé au renforcement de la coordination intersectorielle au niveau national. La MALAISIE a appelé à de nouveaux critères et indicateurs en rapport avec l'écotourisme. Le FIDJI a appelé à une augmentation des engagements en faveur du financement de la GDF. La GUINÉE a souligné les besoins en matière de renforcement des capacités à tous les niveaux. Les PAYS-BAS a mis en relief l'importance du partenariat avec le secteur privé et les ONG pour ce qui est de l'action sur le terrain. L'ESPAGNE a déclaré que la demande accrue à laquelle les ressources forestières sont aujourd'hui soumises, doit être examinée. Le CANADA a appelé à mettre davantage l'accent sur les forêts boréales, qui représentent 29% du couvert forestier mondial.

La REPUBLIQUE TCHEQUE a appelé à des objectifs mesurables et inscrits dans des calendriers précis pour les ODD liés à la forêt. La NORVEGE a déclaré que le succès futur de l'AIFF "dépend de notre capacité à regarder à l'extérieur de la communauté forestière". La FAO a qu'elle est en mesure de fournir une assistance technique aux pays, à travers leurs commissions forestières régionales.

La SUEDE a exhorté le FNUF à orienter son attention sur le partage des enseignements tirés des différentes expériences. Le GABON a appelé à des indicateurs bien définis applicables aux forêts. L'AFRIQUE DU SUD a appelé au renforcement des capacités à établir des bases solides pour la mise en œuvre. Le VENEZUELA a souligné son soutien à la mise en œuvre de l'IJNC et de la GDF.

La COMMISSION FORESTIERE DE L'AFRIQUE CENTRALE (COMIFAC) a décrit les politiques forestières du bassin du fleuve Congo, fait état des nouvelles réglementations



forestières appliquées dans la région. La CITES a encouragé la collaboration avec les institutions des Nations Unies sur les priorités et objectifs communs liés aux forêts.

Le CAMEROUN a appelé à une meilleure coordination et utilisation des ressources. L'INBAR a parlé de la richesse de l'entreprise locale qui peut être mise à profit à travers l'exploitation du bambou.

LES DECLARATIONS GENERALES: Pérou, parlant au nom de l'ORGANISATION DU TRAITE DE LA COOPERATION DANS LA REGION DE L'AMAZONIE, a appelé au renforcement de la coopération régionale à travers l'action collective des peuples autochtones. Le Gabon, au nom de FOREST ELEVEN, a indiqué que la CCNUCC devrait reconnaître le potentiel "inexploité" des forêts, au-delà de la séquestration du carbone. L'INBAR a souligné les opportunités offertes par le bambou et le rotin pour la concrétisation des ODD. La FAO a déclaré que garantir les avantages offerts par les forêts au développement durable, nécessite le placement de l'être humain au centre de la gestion forestière.

L'Equateur, au nom de la COMMUNAUTE DES ETATS D'AMERIQUE LATINE ET DES CARAIBES, a souligné l'importance d'un PCF pleinement opérationnel et d'un processus de facilitation apte à "combler le fossé entre les besoins des Etats membres et les ressources disponibles pour la promotion de la GDF". La COTE D'IVOIRE a souligné son implication dans des projets de sensibilisation des jeunes et dans les négociations avec le processus de l'application des réglementations forestières et la gouvernance du secteur forestier (FLEG) de l'UE.

Le BRÉSIL a souligné l'importance de l'AIF et du FNUF pour l'amélioration de la politique forestière nationale. La COMMISSION ECONOMIQUE POUR L'EUROPE a parlé de son travail conjoint avec la FAO pour le soutien des efforts des pays visant à accroître leur couvert forestier. La CITES a fait part de son intérêt à se joindre au PCF.

L'OIBT a encouragé l'opportunité de faire des forêts tropicales une grande priorité dans la lutte contre la déforestation mondiale. Le PROCESSUS DE TEHERAN a souligné que les PFCF ont un grand potentiel de reboisement et que leurs besoins doivent être mieux traités au sein du FNUF.

LA DECLARATION MINISTERIELLE: Le projet de déclaration ministérielle (E/CN.18/2015/L.1/Rev.1), qui a été présenté par le président du FNUF, Messone, a été adopté par acclamation.

LE DIALOGUE DE HAUT NIVEAU AVEC LES CHEFS et HAUTS REPRESENTANTS DES ORGANISATIONS REGIONALES MEMBRES DU PCF ET LES GRANDS GROUPES: Le président Messone a ouvert le dialogue de haut niveau, affirmant que des partenariats efficaces sont essentiels à la réalisation de l'AIF futur que nous voulons. Thomas Gass, sous-secrétaire général, DESA, a souligné l'importance de la responsabilité partagée, précisant que les forêts transcendent les frontières et que par conséquent les institutions et parties prenantes doivent participer pleinement à la réalisation d'un changement transformateur à tous les niveaux.

Braulio Ferreira de Souza Dias, Secrétaire exécutif de la CDB, a déclaré que plusieurs objectifs d'Aichi pour la biodiversité sont explicitement centrés sur les forêts, signalant que la CdP13 de la CDB, qui se tiendra en novembre 2016, abordera les actions stratégiques, y compris celles à retenir dans le secteur forestier.

Emmanuel Ze Meka, Directeur exécutif de l'OIBT, a souligné que la production de bois dans les forêts tropicales est une activité économique importante dans de nombreux pays, ajoutant que les ODD peuvent mobiliser de nouvelles ressources pour la gestion et l'exploitation durables des forêts.

Elliott Harris, sous-secrétaire général, PNUE, a indiqué que la REDD + a la capacité d'atteindre les objectifs mondiaux liés à la protection des forêts. Gustavo Fonseca, FEM, a parlé du financement forestier disponible à travers la FEM-6, pour permettre aux pays de lutter contre les facteurs de la déforestation.

Eva Müller, FAO, a souligné leur rôle dans le PCF et a déclaré que les Etats membres encourageaient la FAO à s'engager plus fortement en faveur des forêts. John Parrotta, IUFRO, a souligné leur récente évaluation "Des arbres, des forêts et des paysages au service de la sécurité alimentaire et de la nutrition". Stan Nkwain, Programme de développement des Nations Unies (PNUD), a souligné le caractère urgent de la lutte contre la déforestation et la dégradation des forêts, pour l'atténuation du changement climatique.

Narinder Kakar, Union internationale pour la Conservation de la Nature (UICN), a souligné l'effet multiplicateur qui est créé lorsque les organisations membres du PCF collaborent.

Nandhini Iyer Krishna, CLD, a souligné que la déforestation et la dégradation des sols sont étroitement liées et que les deux phénomènes doivent être abordés ensemble.

Tiffany Hodgson, CCNUCC, a déclaré que les forêts sont essentielles pour toute action significative sur le changement climatique. Joseph Cobbinah, Réseau de recherche forestière pour l'Afrique sub-saharienne, parlant au nom des Grands groupes, a parlé de la base des données et connaissances dont dispose l'ensemble des Grands groupes, qui pourrait être mieux exploitée dans le cadre du futur AIF.

La CITES a expliqué que son travail en tant qu'instrument juridique contraignant, joue un rôle important dans le contrôle du commerce illégal des espèces sauvages protégées, y compris les espèces d'arbres. Le Processus de Montréal a mis en exergue ses 20 ans d'expérience dans l'élaboration de critères et indicateurs applicable à la GDF.

Le co-président Messone a clos le Dialogue de haut niveau, appelant tous les présents à répondre aux demandes urgentes de partenariat, de collaboration et de coopération, en vue de parvenir à une gestion durable de tous les types de forêts.

LES GROUPES DE TRAVAIL

GT2: Dans la matinée, Une nouvelle proposition des co-présidents concernant le projet de résolution, élaborée sur la base des discussions de la soirée précédente, a été présentée. Le groupe de contact s'est réuni de nouveau pour poursuivre les discussions sur les ME, travaillant à partir du document non officiel distribué le mercredi.

Le directeur du FNUF, Sobral, a synthétisé les fonctions actuelles du Secrétariat et a signalé que son financement est limité. Il a précisé qu'il est "quasiment impossible" pour le Secrétariat, d'étendre ses fonctions pour inclure le financement et la mise en œuvre de projets importants. Il a indiqué qu'en conséquence de quoi, certaines propositions relatives à l'amélioration du processus de facilitation vont s'avérer difficiles à mettre en œuvre. Il a, toutefois, bien souligné la faisabilité d'une prorogation du processus de facilitation, qui lui permettrait d'aider les pays à accéder à des financements auprès d'autres fonds.

A midi, le coprésident Bezerra a présenté un document contenant la proposition des vice-présidents sur les autres sections de la résolution. Le groupe de contact sur les ME s'est réuni à l'heure du déjeuner.

Reprenant les discussions du GT2 dans l'après-midi, les délégués ont débattu: de l'évaluation de l'AIF; du suivi de la FNUF11; et des ressources nécessaires à la mise en œuvre de la présente résolution. Un groupe de discussion non officiel a été créé pour élaborer davantage le texte portant sur le suivi de la FNUF11, et sur le type d'organe devant être établi pour prendre en charge ce suivi. Les délégués ont également discuté de l'aide financière à fournir aux pays et aux économies en transition pour la participation à des sessions du FNUF. Des discussions informelles sur le MAR, les grands groupes et d'autres intervenants, ont également eu lieu dans l'après-midi. Dans la soirée, les coprésidents ont présenté un nouveau texte sur le ME, pour examen par les délégués. Plusieurs délégués ont exprimé leur frustration quant à l'absence, dans le texte proposé, des progrès accomplis dans le groupe de contact. A partir de minuit, les délégués ont discuté de la meilleure façon d'aller de l'avant.

DANS LES COULOIRS

Les couloirs étaient en effervescence sur un ton enjoué, au cours de la deuxième et dernière journée du SHN. De nombreux délégués ont été vus, conférer avec leurs chefs de délégation en prévision de l'adoption de la Déclaration ministérielle. Il y avait un sentiment général que son adoption n'allait pas rencontrer d'objections, un délégué affirmant que "nous avons désormais atteint la ligne d'arrivée". Suite à l'adoption, un délégué a été entendu dire: "le message est envoyé, maintenant que ceux qui l'entendent passent à l'action", laissant un autre faire part de son espoir de voir passer "l'AIF que nous voulons pour l'après-2015".

Cette humeur fougueuse, cependant, n'était pas rendue dans le GT2, où les délégués ont continué à travailler sur le texte sans aucun signe en vue de la ligne d'arrivée à la résolution. Les tensions au sein et entre les délégations y semblaient élevées, et plus d'un délégué a été entendu dire qu'ils vivaient des impressions de "déjà vu", repensant aux "nuits blanches" vécues précédemment au FNUF.

NUMERO FINAL DU ENB: Le numéro final du Bulletin des Négociations de la Terre résumant et analysant la FNUF11 sera disponible en ligne dès le mardi 19 mai 2015, à l'adresse: <http://www.iisd.ca/forestry/unff/unff11/>